



LE MODE DE VIE EUROPÉEN EN PÉRIODE D'INSTABILITÉ

High-level meeting, art 17 dialogue with European Commission,
8 février 2024

L'Union européenne a dû faire face ces dernières années, à une succession de crises ou d'événements qui n'ont pas facilité la mise en place de politiques suivies. Crise sanitaire de la Covid 19, guerre russo-ukrainienne, guerre au Proche Orient, arrivée au pouvoir de l'extrême droite non démocratique dans plusieurs pays de l'Union, crise migratoire. Ces crises ont cependant été le révélateur de points cruciaux à prendre en compte dans la construction de l'Union. Il nous semble important de remédier effectivement aux failles que ces crises ont pu révéler, ou de nous engager fermement dans les voies qu'elles nous ont permis de découvrir.

1) Tenir bon sur les valeurs européennes

Les valeurs que nous défendons font de l'Union européenne un espace unique de liberté, d'égalité et de respect des êtres humains. Il faut y ajouter le respect de l'État de droit et de la démocratie. Il suffit de regarder la carte de la liberté de pensée dans le monde publié dans le rapport annuel de Humanists International pour se rendre compte que l'union européenne représente une exception dans le monde. Ce seul fait permet de comprendre pourquoi nous représentons un danger pour les pays ou des gouvernements autoritaires redoutent avant tout que la population puisse revendiquer plus de liberté.

Il ne s'agit pas de donner des leçons à qui que ce soit, car c'est à chaque peuple d'agir dans son pays, mais d'affirmer sereinement ce que sont nos choix, qui correspondent à ce que veulent les citoyens européens, mais aussi bien d'autres êtres humains de par le monde qui luttent pour leur liberté.

Quel que soit le régime politique choisi, EGALÉ milite pour que tous les êtres humains disposent de la liberté de penser et de leur liberté de conscience car elles fondent la dignité des êtres humains et sont mères de toutes les autres libertés.

Nous continuerons d'affirmer que ce sont des valeurs universelles qui peuvent être partagées par tous les êtres humains, même si elles ne sont pas appliquées dans tous les pays.

Nous nous réjouissons que le rapport 2023 de la Commission sur l'Etat de droit dans l'Union affirme que : « la nécessité de défendre et de préserver la démocratie, les droits humains et l'état de droit dans l'UE et au-delà de ses frontières constitue une priorité absolue. »

2) Renforcer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne

Nous avons heureusement, dépassé la période où s'était installé un grand désamour de l'Union européenne dans les mentalités des citoyens. Cependant il nous paraît important de continuer d'œuvrer au renforcement de notre sentiment d'appartenance à l'Union.

A. Des listes transnationales pour les élections européennes

Sortir du système de listes nationales obligerait les candidats à traiter des questions européennes lors des campagnes électorales et non de questions de politique intérieure aux États comme on le voit actuellement. Ceci contribue à maintenir l'opacité sur l'action des institutions européennes et par conséquent participe à la désinformation des citoyens.

B. Une suggestion : la publication par la Commission du nombre de médailles acquises par l'Union européenne lors des jeux olympiques

Les JO avec son décompte traditionnel de médailles représentent un moment où la cohésion nationale peuvent être renforcées par des succès.

Nous avons fait le décompte des médailles de l'Union européenne en 2012 et constaté que l'écart était abyssal entre les résultats européens et les autres pays : l'UE totalisait 302 médailles, les États-Unis 104, la Chine 88. Même en tenant compte du retrait du Royaume-Uni, nous devrions arriver à un écart très significatif en 2024.

Publier chaque jour des résultats cumulés de des athlètes européens et les communiquer aux médias européens nous paraît de nature à renforcer puissamment le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens européens.

3) Poursuivre les efforts vers des enjeux de santé européens

La crise sanitaire a de facto, prouvé que les Européens avaient tout intérêt à ce que l'Union centralise un certain nombre de décisions visant à mieux protéger la population : achat de vaccins, négociations avec les laboratoires pour lutter contre

les ruptures de médicaments, lutte contre le manque de médecins et autres personnel médical...

Cette prérogative doit donc rester dans le champ des compétences de l'Union, même en dehors d'une période de crise sanitaire.

4) Contrer la montée des populismes

Une des causes majeures de ce phénomène européen et même mondial nous paraît être l'accroissement des inégalités. Ce n'est pas un phénomène récent. Il s'aggrave chaque année et a atteint depuis longtemps un niveau préoccupant. Selon Oxfam¹, depuis 2020, les cinq hommes les plus riches du monde ont plus que doublé leur fortune. Au cours de la même période, la richesse cumulée de 60% de l'humanité a baissé. Cette inégalité criante est la cause de l'instabilité grandissante de nos sociétés et de l'augmentation du vote pour l'extrême droite, considérée par beaucoup d'électeurs comme le seul recours qu'il leur reste. Il est plus que temps que l'Union européenne, les États membres, le politique en général se décide à lutter contre ces inégalités qui pourraient bien mettre l'existence même de la démocratie à mal et par voie de conséquence, toutes nos libertés et nos droits.

Pour cela, il est important que le politique reprenne le pouvoir et ne l'abandonne pas aux acteurs économiques et financiers. Qu'il réglemente davantage les grandes entreprises dont certaines dépassent la taille et les moyens d'un État. L'Union européenne pourrait inciter les gouvernements à agir pour plus d'égalité sociale en limitant les écarts de richesse au raisonnable qui devrait être un objectif à atteindre, c'est-à-dire que chacun puisse vivre décemment de son travail sans que quelques-uns s'accaparent les richesses produites.

La façon dont l'économie dysfonctionne aujourd'hui n'est pas une fatalité, mais une construction des êtres humains. Nous pouvons concevoir une économie davantage centrée sur l'humain, qui place au premier plan les intérêts des êtres humains : une société qui serve les hommes et les femmes plutôt qu'une société que les êtres humains doivent servir. Il faut rappeler l'article 31 de la Charte des Droits fondamentaux de l'UE :

Conditions de travail justes et équitables

Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.

Les citoyens dans leur grande majorité, veulent une Europe qui développe les

¹ Rapport Oxfam 2024

solidarités, une Europe qui ne soit pas uniquement basée sur la concurrence de tous contre tous, sur le dumping social et fiscal, ce qui a été trop le cas jusqu'à présent pour construire le marché intérieur. Or, on ne construit pas un territoire aussi vaste et divers que l'UE avec des solidarités fortes, des services publics qui fonctionnent, un système de santé performant, des écoles qui forment des citoyens responsables, éclairés, aptes à créer des richesses, à développer la culture, les savoirs et les arts, bref une Europe qui a de l'avenir, uniquement par la concurrence au sein d'un marché. « *On ne tombe pas amoureux d'un grand marché* » comme l'avait justement dit Jacques Delors.

5) Pour une défense européenne

Le conflit russo ukrainien a mis en évidence la nécessité de la création d'une véritable défense européenne. Les populations européennes sont conscientes que l'indépendance et la sécurité de l'UE en dépendent. De ce point de vue, les instances européennes et les gouvernements nationaux sont en décalage avec elles. En raison de l'absence de défense européenne les gouvernements se rangent sous la bannière de l'OTAN, c'est-à-dire des États-Unis, pour assurer leur sécurité. Mais les États-Unis ont tendance à vassaliser l'Union européenne au bénéfice de ses propres intérêts géostratégiques et géopolitiques.

De plus, depuis une décennie la politique américaine vis à vis de l'OTAN est plutôt erratique. Les États-Unis sont de plus en plus tournés vers l'Asie en raison de la rivalité avec la Chine. La perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison blanche ajoute aux incertitudes, tandis que la guerre en Ukraine se prolonge et semble s'enliser. Les États-Unis considèrent de plus en plus que la gestion des crises dans le voisinage européen doit davantage être de la responsabilité des Européens.

Pour que la clause de solidarité de l'Union européenne prévue à l'article 42.7 du TFUE constitue une garantie de sécurité réelle, il faut que l'UE et les États membres s'en donnent les moyens. Tant qu'ils seront insuffisants, les pays européens, notamment ceux qui ont une longue histoire avec la Russie et lui sont géographiquement proches (Pays Baltes, Pologne, Allemagne depuis la création de l'OTAN, Suède et Finlande aujourd'hui) continueront de se tourner davantage vers l'OTAN que vers l'UE pour assurer leur sécurité. Or, la garantie de l'OTAN risque de devenir aléatoire, malgré l'article 5 du Traité, et soumise à l'incertitude des futures élections à la présidence des États-Unis.

En mars 2022, l'UE a adopté « La Boussole stratégique », premier livre blanc pour la défense européenne, l'Union se dote à la fois d'une stratégie de défense et d'une feuille de route avec des objectifs précis à atteindre d'ici 2030, mais avec des objectifs insuffisants et un budget trop faible pour faire face à la situation actuelle.

De plus, il ne peut y avoir de défense européenne opérationnelle et autonome, indépendante de l'OTAN et des États-Unis, qu'avec une industrie performante, aussi bien militaire que globale. La réindustrialisation de l'Europe est une priorité et doit permettre de créer les conditions d'une défense et d'une sécurité globale et autonome pour tous les États de l'Union.

Dans le domaine militaire, les coopérations connaissent de nombreuses difficultés et stagnent faute de volonté politique réelle et en raison de positions arc-boutées sur des intérêts spécifiques ; les exemples du Système de combat aérien du futur (SCAF), du futur char de combat franco-allemand, du système de guerre aéroporté maritime (MAWS) ou du nouvel hélicoptère de combat commun sont significatifs à ce sujet. De nombreux pays européens préfèrent dans ces conditions acheter leur armement aux États-Unis, même quand il y a une solution européenne, y compris ceux qui ont une industrie de l'armement comme l'Allemagne avec les F35.

Certes, chaque pays est souverain pour décider de son type d'armement, mais la dépendance à des pays tiers, même alliés, ne permet pas d'assurer une défense européenne autonome.

Enfin, l'Europe doit également se doter des moyens de combattre les cyberattaques qui constituent aujourd'hui une forme de guerre nouvelle dont les conséquences sur la vie des populations peuvent être importantes (attaques contre les systèmes de santé, les entreprises, les institutions...).

Bien entendu, une défense européenne autonome militairement et industriellement ne remet pas en cause les alliances, notamment celle de l'OTAN. Elles en assurent au contraire la pérennité et l'efficacité, sans risque de vassalisation vis-à-vis de l'allié américain.

6) L'élargissement

Les pays candidats sont : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et le Kosovo pour les pays des Balkans, la Turquie et depuis le Conseil du 12 décembre 2023, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie.

Au regard de la situation actuelle de l'UE, de la situation géopolitique et des critères de Copenhague, nous nous posons beaucoup de questions quant à ces élargissements. Nos principales interrogations portent sur :

A - les enseignements des derniers élargissements de 2004 et les suivants

Les différences de développement entre les pays qui ont adhéré depuis 2004 et les quinze autres ne sont toujours pas résorbées vingt ans après, malgré les moyens qui y ont été affectés. Les salaires y sont inférieurs de 40 % et parfois plus, selon les

secteurs économiques et les pays, créant des situations de dumping social et de concurrence entre systèmes sociaux nationaux au détriment des travailleurs et qui ne sont pas étrangères à la progression de l'extrême droite dans l'UE.

Les éventuelles adhésions décidées le 12 décembre vont accentuer les distorsions et exacerber les conflits d'intérêts au sein de l'UE. Les disparités sont telles qu'on peut prévoir qu'elles seront encore présentes dans 10 ou 15 ans. L'expérience passée nous démontre qu'il ne suffit pas de donner des aides aux entreprises pour modifier les choses, et que trop souvent on a précarisé les salariés sous prétexte de compétitivité. Le mode de vie des Européens dépend grandement de leur situation sociale et de la répartition des richesses créées par le travail de tous.

B - La non-résolution des crises politiques internes à l'UE

L'occupation d'une partie de Chypre par la Turquie par ailleurs candidate à l'adhésion existe toujours, l'UE n'a pas pu la résoudre. Dans les pays candidats plusieurs sont dans des situations similaires : l'Ukraine est en guerre contre la Russie qui occupe une partie de son territoire dont personne ne peut savoir si elle sera libérée. Le pays sera à reconstruire et un dialogue devra tôt ou tard s'engager avec la Russie qui restera géographiquement notre voisin. La sécurité de l'UE ne sera possible qu'avec une politique de voisinage avec la Russie à moyen terme. Nous ne remettons pas en cause le soutien apporté par l'UE à l'Ukraine, mais il nous paraît important d'envisager la suite de la guerre dans nos raisonnements.

La situation dans les Balkans, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo notamment, est loin d'être stabilisée. Une partie de la Moldavie est occupée par une armée liée à la Russie et nous n'avons aucun moyen de faire respecter l'intégrité territoriale de ce pays. Pour la Géorgie la situation est encore plus problématique, son territoire est également amputé par l'occupation de la Russie. Ce sont trois situations à la Chypriote qui paraissent bien lourdes au regard des possibilités réelles de l'UE.

Par ailleurs, si les pays des Balkans et l'Ukraine sont incontestablement géographiquement dans l'Europe, la situation de la Géorgie est un peu différente. Il nous paraît important de se déterminer sur la question des frontières de l'Europe, de l'UE, trop peu présente dans les débats politiques. Pourtant, la stabilisation des frontières de l'UE est essentielle pour son équilibre politique comme pour sa sécurité et pour le mode de vie de ses citoyens.

C- la question institutionnelle et de la gouvernance de l'UE.

La conférence sur l'avenir de l'Europe a proposé de revoir les traités de fonctionnement de l'UE pour être mieux adapté à des décisions prises par un grand nombre d'États membres. Le Parlement européen a adopté une résolution à ce sujet le 22 novembre 2023.

Compte tenu des délais d'adhésion, nous avons le temps d'engager le débat sur la

révision des traités. Cela nous semble impératif pour éviter à terme, les situations de blocage que nous avons connues dans le passé. Cela donnerait aussi aux citoyens européens un signal fort, à savoir que leurs principales demandes et propositions sont prises en compte par les dirigeants politiques.